



**Chambre genevoise immobilière**  
Association des propriétaires

Office fédéral de l'énergie  
Section NE  
3003 Berne

|                  |
|------------------|
| Eingegangen      |
| 12. März 2015    |
| BFE / OFEN / UFE |

Genève, le 11 mars 2015  
P/MM32-15

## Procédure de consultation sur la stratégie réseau électrique

Madame, Monsieur,

Notre association active depuis bientôt une centaine d'années, compte 6'600 propriétaires dans le canton de Genève. Elle se voue, par pur idéal, à la défense de la propriété foncière et à l'encouragement à l'accession à la propriété.

La décision prise d'abandonner l'énergie nucléaire nécessitera d'importer davantage de courant en Suisse. Dans ce contexte, il aurait lieu d'augmenter les réseaux et donc de construire de nouvelles installations voire d'en enterrer certaines.

Nous sommes opposés aux mesures préconisées aux projets des articles 18 et ss. de la loi sur les installations électriques (LIE) qui visent à réserver la libre disposition de terrain, respectivement, prévoir des alignements pour réserver les terrains nécessaires à des installations existantes ou à leurs extensions.

L'usage de périmètres réservés apparaît ainsi comme étant totalement disproportionné notamment quant à la durée de la validité de cette mesure de cinq ans, prolongeable de trois ans. En effet, l'incertitude quant à l'utilisation possible des terrains concernés du fait que les installations ne seront pas forcément réalisées ou remplacées apparaît comme étant disproportionnée.

D'ailleurs, la procédure menant à ces zones de réserve ne prend pas suffisamment en compte les intérêts des propriétaires puisque ceux-ci ne semblent pas devoir être consultés. Il y a lieu, au contraire, d'introduire une consultation obligatoire afin que l'emprise projetée entrave le moins possible les droits des propriétaires.

Il s'agit, en outre, de revoir complètement l'articulation du projet de l'article 18D LIE tel qu'imaginé puisque, outre un système insatisfaisant d'indemnisation, celui-ci prévoit – ce qui confine à l'absurde – qu'il y aurait enrichissement illégitime du propriétaire lorsque la mesure d'alignement deviendrait caduque. En d'autres termes, le propriétaire aurait subi une mesure de réserve pendant laquelle il ne pouvait pas disposer librement de son terrain et ce, sans aucune indemnité ce qui est manifestement contraire au droit constitutionnel de la propriété.

**Au regard de ce qui précède, nous rejetons la stratégie réseau électrique dès lors qu'elle porte des atteintes disproportionnées à la propriété immobilière.**

Il s'agit, de notre point de vue, de pouvoir intégrer les intérêts des propriétaires fonciers dans la rédaction du projet de loi, mais encore d'introduire des consultations obligatoires des propriétaires quant à l'éventuelle mise en œuvre de restriction de la propriété immobilière.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Christophe Aumeunier

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form a stylized representation of the name Christophe Aumeunier.

Secrétaire général